

Conférence pour s'engager ouvertement sur ce terrain piégé.

Lors de l'audience générale du 21 février, c'est-à-dire huit jours après la clôture de la Conférence de Puebla, le pape choisit de revenir sur le thème de l'évangélisation mais, cette fois, pour examiner ses rapports avec l'idée de libération. On trouve dans cette allocution de Jean-Paul II un développement doctrinal sur la portée de la libération et un souhait adressé aux théologiens. Le pape rappelle que l'Évangile associe étroitement libération et Vérité: "c'est la Vérité qui vous rendra libres"; et il explique comment doit s'incarner cette exigence de vérité:

*Il importe d'appeler par leur nom l'injustice, l'exploitation de l'homme par l'homme, ou bien l'exploitation de l'homme par l'Etat, par les institutions, les mécanismes des systèmes et des régimes opérant sans la moindre sensibilité. Il faut appeler par leur nom toute injustice sociale, toutes discriminations, toute violence infligée à l'homme contre le corps, contre l'esprit, contre sa conscience et contre ses convictions.*

## Foi et politique au pays des Ayatollahs

*L'auteur de ce commentaire sur les événements qui ont mené à l'établissement d'une République islamique en Iran et sur les rapports entre religion et politique dans la tradition musulmane est un Jésuite indonésien qui prépare actuellement à l'Université McGill de Montréal un doctorat en études islamiques.*

La promptitude avec laquelle le peuple de l'Iran a mis à exécution les consignes de l'Ayatollah Khomeini durant la longue période de résistance civile qui a entraîné le départ du Chah reste un phénomène étonnant. On aura peut-être oublié qu'il y a presque 90 ans, en 1891, un autre Ayatollah, Shirazi, avait été obéi de la même façon. Il s'agissait, à l'époque, de la concession du monopole des tabacs à un sujet britannique, Talbot, et à l'*Imperial Corporation of Persia*. L'opposition se manifesta d'abord à Tabriz pour se diffuser rapidement partout à travers le pays. Le Chah Nasser-ed-Din, qui avait accordé la concession à Talbot, voulut mater le mouvement par la force; l'Ayatollah Shirazi interdit alors à ses fidèles l'usage du tabac jusqu'à la révocation de la concession. Personne ne fumait plus en Iran. Le contrat fut révoqué.

Ce qui a le plus étonné les observateurs au cours des derniers mois, ce fut de retrouver un pareil attachement du peuple à son chef religieux à la fin du XXe siècle, après que le pays eût connu de profondes transformations et la pénétration d'idéologies nouvelles.

La foi musulmane chiite, professée par 93% de la population iranienne, place les Croyants sous la juridiction de chefs religieux déterminés, les Ayatollahs. Par leur science approfondie du Livre Révélé, le Coran, ceux-ci s'imposent comme les interprètes autorisés de l'imam, le successeur du Prophète. Les Chiites duodécimains reconnaissent douze imams à partir d'Ali, le gendre de Mahomet. Le

Puis le pape parle expressément de la théologie de la libération. En s'appuyant sur Urs von Balthasar, il émet le vœu que la théologie de la libération ne reste pas confinée au continent latino-américain mais acquière une envergure plus universelle. "La théologie de la libération", ajoute-t-il, "doit être avant tout fidèle à la vérité sur l'homme afin de mettre en évidence, non seulement dans le contexte de l'Amérique latine, mais aussi dans tous les contextes contemporains, quelle réalité est cette liberté pour laquelle le Christ nous a libérés". En d'autres mots, Jean-Paul II propose aux théologiens des autres continents de se mettre au travail et d'élaborer une théologie de la libération, ou plutôt des théologies de la libération adaptées au contexte de leurs églises.

Voilà une bien étrange condamnation!

Albert Beaudry

dernier, le douzième imam, disparu au IXe siècle est toujours vivant, quoiqu'invisible, et il dirige la Communauté par l'intermédiaire des Ayatollahs. Ceux-ci désignent l'un des leurs comme chef suprême: on a vu que ses ordres doivent être exécutés scrupuleusement.

L'histoire du chiisme est marquée par la persécution et l'oppression subies par cette "secte" aux mains de la Communauté majoritaire des Sunnites. Soucieux de rester proches des Croyants, les Ayatollahs se sont fait un devoir (et la réputation) de se solidariser avec leurs fidèles en temps d'oppression. En fait, il est de la meilleure tradition chiite qu'un ayatollah prenne ouvertement le parti des opprimés contre le pouvoir oppresseur. Le système politique en vigueur ne pouvait que favoriser leur intervention.

Au moment de l'institution de la monarchie constitutionnelle, en 1906, le peuple a déjà commencé de participer activement à la vie politique du pays. Mais à l'avènement de Reza Chah, les mouvements constitutionnalistes sont réprimés et la Chambre des Députés, le "Majlis", devient un simple exécutant des ordres du Souverain. Certaines mesures édictées par le Chah vont directement à l'encontre des coutumes islamiques: sécularisation du système judiciaire, déconfessionnalisation et nationalisation du système d'enseignement, interdiction aux femmes de porter le voile.

Les manifestations organisées par les leaders religieux sont durement réprimées. Les "mullahs", attendaient leur heure. Il fallut attendre longtemps car Muhammad Reza Chah, fils de Reza Chah, devait rétablir un style de gouvernement absolutiste, dès 1955, à la suite de la crise provoquée par la nationalisation des entreprises pétrolières: les politiques du premier ministre Mussadiq avaient failli provoquer l'écroulement de la monarchie.

Au fond, les efforts de modernisation entrepris par l'héritier de Reza Chah se sont toujours heurtés au problème de la réforme agraire. Les terres arables sont toujours aux mains des grands propriétaires qui disposent d'un pouvoir considérable dans leur région, et par suite, à l'intérieur du Parlement. Le manque d'efficacité administrative et l'absence d'intégrité ont également fait obstacle au plan impérial: les prêts obtenus des États-Unis pour des fins de dé-

veloppement ont été lourdement hypothéqués par la corruption. Par ailleurs, la modernisation des moyens de production engendrait un taux de chômage de plus en plus élevé dans une société traditionnellement agricole. Quant à l'exploitation du pétrole, elle a surtout bénéficié aux pays industrialisés qui troquent le "brut" contre l'étalage des biens de consommation modernes: l'importation de ces produits manufacturés met en péril les systèmes de production artisanaux. Surtout, comment tolérer la machine répressive mise en place par le Chah, la police secrète et la torture!

Le mécontentement et l'indignation de la population favorisaient l'intervention des chefs religieux: à l'image du tyran inique, détesté pour les mesures répressives sur lesquelles s'appuyait son régime, on n'a pas hésité à associer certains aspects pourtant positifs du plan de modernisation: il n'est pas de pire condamnation que le reproche d'infidélité à la foi.

Le rêve discutable d'un retour à l'idéal islamique, l'autorité et le prestige des chefs religieux, le mélange d'une foi passionnée et d'un conservatisme social intransigeant risquent de précipiter le pays dans l'impasse.

Toute la question est de savoir comment l'esprit de l'Islam peut s'incarner en des formes de vie sociale adaptées à l'époque contemporaine: pour se perpétuer, l'expérience religieuse authentique doit se détacher des expressions culturelles et sociales du "temps des origines".

A. Adiseputra

## pour un nouvel ordre de l'information

Le département de l'Information et de la Communication de l'Université Laval organisait récemment un Colloque sur le thème *Information et Amérique Latine*.

L'article de Clément Trudel, "Indifférence de la presse à l'Amérique Latine," publié dans *Le Devoir* du 26 février dernier, en a donné un excellent compte rendu.

Nous tenterons dans ces quelques lignes d'approfondir davantage la signification du Colloque, de lire les signes des temps dans la thématique et le déroulement de cette rencontre patronnée par l'Université Laval.

**La disjonctive actuelle: la libre circulation de l'information vs. un nouvel ordre de l'information.**

Bien que la thématique proposée ait centré le débat sur l'information dans (et sur) l'Amérique Latine, les questions soulevées, les exposés et les interventions se sont écartés plus d'une fois de ce point de repère.

Armand Mattelart, le principal invité du Colloque, a centré la discussion sur le thème brûlant des dernières réunions de l'Unesco: la revendication au cœur de la lutte que livre le Tiers-Monde pour sa libération. Il s'agit là des rapports de dépendance et de domination dans le domaine de l'information qui sont à la fois le reflet et le soutien des structures socio-économiques et politiques qui régissent actuellement ces pays.

En novembre 1972, au Séminaire international sur "Le rôle des médias de communication communautaire dans l'évolution sociale de l'Amérique Latine", le même thème avait été longuement discuté au point qu'actuellement personne n'ose contester l'ensemble de ses propositions.

C'est un fait reconnu que l'information fournie par les

## face à l'actualité

agences de nouvelles qui relient les pays développés et les pays sous-développés reflète la domination absolue des premiers sur les seconds. Il est également évident que cela provient du monopole actuel des deux plus grandes agences de nouvelles dont le siège, le capital, les intérêts et l'organisation sont américains.

De plus, on admet que l'on est contraint de percevoir le Tiers-Monde à travers les yeux des pays développés: ce qui s'y passe est d'ordinaire connu à travers ce que l'agence internationale en observe, manipule et distribue. Et, en fin de compte, malgré toutes les réticences, il appert que l'image du Tiers-Monde est colorée par les intérêts consociés ou les idéologies des groupes de pression politiques et économiques des pays développés.

Et pourtant, avec tout cet arsenal d'arguments, les représentants du Tiers-Monde n'ont pas réussi, à l'Unesco, à faire accepter leur proposition d'établir un nouvel ordre de l'information qui corrige ce déséquilibre: le *statu quo* qui prône la "libre circulation de l'information" a fini par prévaloir.

**Les présupposés sous-jacents au débat: les notions fondamentales d'objectivité et de liberté.**

Si le principe qui a régi jusqu'ici les échanges d'information est celui de la libre circulation, et si ce principe est responsable du désordre actuel, il doit y avoir dans ce principe même quelque chose de profondément corrompu.

Si la revendication présentée par les pays du Tiers-Monde est clairement justifiée par l'analyse de la situation actuelle et par le rejet du déséquilibre des forces en présence, elle n'a cependant pas réussi à formuler un nouvel ordre qui permette de repousser le mal connu sans retomber dans un autre qui, bien qu'inconnu, n'en soit pas moins pernicieux: voilà pourquoi sa marche vers la liberté intégrale est demeurée inachevée.

C'est là, à notre avis, où se situe le point crucial de l'avenir de relations entre les peuples. Il ne s'agit pas seulement de la définition d'un nouvel ordre international pour l'économie, l'information, la culture, etc. Ni non plus seulement de la diminution des tensions entre le Nord et le Sud ou d'un nouvel élan du dialogue entre l'Orient et l'Occident.

Le véritable problème de fond qui engage le présent et l'avenir de l'humanité consiste à élucider les présupposés impliqués dans les positions antagonistes, dans les idéologies irréductibles, dans ces tranchées qui se sont transformées en autant de pièges.

Si nous ne voulons pas que les idéologies conservent à jamais le titre de tombeaux et de cimetières de la liberté et de la pensée, nous devons nous sensibiliser aux interrogations et aux recherches qui deviennent, en ces temps-ci, des clameurs. C'est du journalisme d'aujourd'hui que surgissent les vieilles questions sur l'être et le sens, sur la direction et l'orientation. Et quiconque entreprendra de découvrir le sens véritable de l'objectivité et de la liberté, de justifier leur existence parmi nous, rendra à l'humanité et à la communauté des peuples un immense service.

Luis Morfin L.